

Solidarité avec le peuple turc et les démocrates

En Janvier 2016, 2218 chercheurs/euses de Turquie ont signé une pétition intitulée «Nous ne serons pas associés à ce crime», également connue sous le nom de «pétition pour la paix» réclamant la fin des combats au Kurdistan turc. Depuis les signataires sont persécuté-e-s. Des centaines d'entre eux/elles ont subi des enquêtes, poursuites, emprisonnements ou menaces violentes. Plusieurs universitaires ont été licencié-e-s ou suspendu-e-s, certain-e-s ont été forcé-e-s de démissionner ou de quitter le pays.

La Turquie a connu une tentative de coup d'État manquée le 15 Juillet 2016. Le gouvernement turc accuse le groupe religieux Gülen d'en être à l'origine. Après la tentative de coup d'État, l'administration a continué à cibler les universitaires pour la paix avec pour prétexte de purger le service public des individus affiliés Gülen.

Le jeudi 1er Septembre 2016, par un décret, ce sont plus de 41 signataires de la pétition qui ont été considéré-e-s comme des «partisans du terrorisme» et exclu-e-s du service public.

Le 10 septembre, encore 11301 enseignant-e-s, dont 9843 membres du syndicat EGITIM-SEN KESH, ont été suspendu-e-s de l'éducation nationale, accusé-e-s de complicité avec les «terroristes».

Puis ce sont 28 mairies kurdes, avec des co-directions mixtes du HDP (Halkların Demokratik Partisi - parti politique kurde de Turquie) qui ont été mises sous la tutelle de l'État. Les 59 député-e-s du HDP sont toujours sous le coup de leur levée d'immunité parlementaire, en vue d'enquêtes, au titre de la nouvelle loi anti-terroriste et de l'état d'urgence.

De nombreux/euses journalistes dont Ahmet Altan et son frère Mehmet Altan, figures incontournables

du journalisme en Turquie, ont été arrêté-e-s. Dans le cadre des enquêtes sur la tentative de coup d'État, 42 journalistes avaient déjà été mis-e-s en garde à vue, certain-e-s arrêté-e-s, notamment après l'interdiction du journal pro kurde Özgür Gündem, dont la célèbre écrivaine Asli Erdogan, toujours incarcérée.

La dérive totalitaire d'Erdogan et de l'AKP s'aggrave. Avec comme armes, au nord, la pression de foules d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la guerre vers une Europe fermée. Et, au sud, le jeu de la «guerre contre le terrorisme» entretenant la confusion entre DAESH et les kurdes du PKK en Turquie ou du PYD au Rojava.

L'immobilisme d'une Europe paralysée par la peur de voir arriver sur son sol des marées de migrant-e-s fuyant la guerre en Syrie à laquelle elle participe, la complicité des États Unis avec un pays de l'OTAN occupant une place géostratégique centrale, laissent les mains libres à Erdogan qui joue les gros bras nationalistes et religieux.

Nous apportons toute notre solidarité à nos camarades syndicalistes de l'EGITIM-SEN KESH, aux démocrates turcs/ques, enseignant-e-s, chercheurs/euses ou journalistes qui subissent au quotidien arrestations, humiliations, pressions et jugements arbitraires.

Nous sommes aussi solidaires de ces enfants, femmes et hommes fuyant la guerre dans l'espoir de trouver enfin la paix, et pour lequel-le-s la forteresse Europe promet surtout murs, grillages, barbelés et camps de réfugié-e-s insalubres.